

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Solidarité avec Grandpuits et toutes les raffineries !

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : lundi 25 octobre 2010

Démocratie & Socialisme

En arrivant devant les portes de la raffinerie de Grandpuits et en engageant la discussion avec les salariés et les syndicalistes, une première impression s'impose d'emblée et frappe aussitôt l'esprit : une détermination tranquille et la certitude de combattre pour une cause juste.

Situées en pleine campagne briarde, à soixante kilomètres de Paris et à égale distance de Provins et de Melun, au milieu d'hectares de champs de betteraves, les installations de la raffinerie sont devenues un élément central du paysage. Depuis le 12 octobre et le début de la grève reconductible, cette usine est devenue le symbole du mouvement contre la sale réforme des retraites de Sarko and co.

La raffinerie appartient au groupe Total qui, malgré la crise, a encore réalisé près de dix milliards d'euros de profit l'an dernier et continue d'afficher des cours boursiers vertigineux. Des centaines de militants viennent chaque jour de toute la région, de toute la France et même de toute l'Europe, apporter leur soutien moral et financier à ces grévistes de Seine et Marne qui défendent aujourd'hui l'intérêt général du salariat et montrent la voie pour une grève reconductible, unitaire et populaire. Des jeunes, des étudiants, des cheminots, des intermittents du spectacle, des profs, des postiers, des territoriaux, des salariés du public et du privé se rendent sur place depuis quelques jours.

Ouverte en 1966, la raffinerie emploie aujourd'hui plus de trois cent cinquante salariés et traite cinq millions de tonnes de pétrole par an. Elle alimente les stations services de toute la région parisienne et constitue à ce titre un point stratégique de la lutte actuelle contre la réforme des retraites. En février dernier, un mouvement social d'ampleur avait déjà embrasé les douze raffineries françaises à l'annonce de la fermeture du site de Dunkerque. Avant l'annonce de la casse de la retraite à soixante ans, un terreau favorable à une grève d'ampleur existait ainsi sur ces sites.

Lors d'une discussion avec un jeune salarié d'une trentaine d'années, le ton est donné : *"Moi, je gagne 1300 euros par moi et j'en suis à mon neuvième jour de grève mais nous ne lâcherons pas. C'est Sarko qui pousse au blocage et à la radicalisation, pas nous"*. Un autre confirme son envie de se battre : *"Nous avons des petits salaires, nous travaillons dans des conditions difficiles, avec des horaires postés et nous sommes exposés à des produits dangereux pour la santé"*.

Pour ces travailleurs, la retraite à soixante ans arrachée en 1981 n'est pas un luxe mais un droit essentiel et vital. A l'heure de l'Assemblée générale (trois ont lieu chaque jour sur le site), les délégués de la CGT et de la CFDT prennent la parole pour redire toute leur détermination à gagner le bras de fer avec le pouvoir et pour appeler inlassablement à une convergence interprofessionnelle. Les ouvriers des raffineries sont certes le fer de lance de la mobilisation mais ne pourront tenir seuls indéfiniment. Depuis plusieurs jours, des délégués syndicaux de l'usine de Grandpuits se rendent à des AG des cheminots en grève à Melun, dans plusieurs entreprises du secteur et au collège René Barthélemy de Nangis où sont scolarisés plusieurs enfants de grévistes, pour rappeler le sens de leur combat et appeler à l'unité interprofessionnelle dans la lutte. L'accueil est partout chaleureux et les messages de soutien se multiplient.

La situation s'est néanmoins brutalement tendue dans la nuit de jeudi à vendredi avec des ordres de réquisition venus du préfet de Seine et Marne : plusieurs compagnies de gendarmes et de CRS ont été envoyées sur place pour dégager les entrées de l'usine par la force.

Quatre-vingt personnes soutenaient le piquet de grève mais les forces de l'ordre sont parvenues à débloquent l'accès du site. Trois personnes sont blessées. Le droit de grève est bafoué par cette intervention musclée. Aussitôt, Charles Foulard, populaire et charismatique dirigeant de la branche chimie de la CGT, dénonce un coup de force inacceptable, dépose une requête devant le tribunal administratif de Melun pour entrave au droit de grève et

dénonce avec vigueur une rafle de Sarkozy contre les droits sociaux.

Le vendredi soir, le tribunal de Melun annule les ordres de réquisitions de la préfecture pour "*atteinte grave et manifestation illégale au droit de grève*". Passant outre, le préfet, sur ordre du gouvernement, a depuis ordonné de nouvelles réquisitions qui, de fait, sont illégales.

Une fois de plus, ce pouvoir s'assoit sur les lois de la République qui, pour Sarko et ses proches, doivent s'effacer devant celles des marchés. C'est la provocation et l'affrontement violent que cherchent Sarkozy et le gouvernement, mais l'immense masse des salariés de ce pays garde son appui et sa sympathie envers les travailleurs grévistes de Grandpuits et des raffineries.

Des soutiens financiers [1] arrivent de tout le pays, des organisations syndicales et des partis de gauche mais aussi de salariés non organisés. Pour soutenir Grandpuits, les militants peuvent se rendre sur le site en voiture ou en train depuis la gare de l'Est en descendant à Nangis (cinquante minutes). Le soutien passe aussi et surtout par la généralisation de la grève partout où cela est possible.

Il faudrait également que le PS, premier parti de gauche, affiche de façon plus militante son soutien aux travailleurs des raffineries, condamne toute atteinte directe et indirecte au droit de grève et surtout reconsidère sa position sur les 41,5 années de cotisation qui n'ont fait l'objet d'aucun réel débat au sein de ce parti.

En discutant avec les salariés de Grandpuits, on comprend instinctivement que la gauche ne pourra se rassembler et l'emporter qu'en offrant un débouché politique qui réponde aux aspirations de notre base sociale naturelle.

Julien GUERIN

[1] la CGT a par exemple ouvert un compte : « CGT solidarité luttes retraite » 263 rue de Paris 93100 Montreuil, et de nombreuses collectes sont aussi faites par les différentes organisations syndicales au niveau départemental